

Pourquoi développer les réseaux et services?

Les réseaux, par **la mobilité et la prospérité** qu'ils permettent, sont une condition majeure du développement de notre Pays.

L'infrastructure d'un pays, c'est l'univers des réseaux qui irriguent son territoire et relient ses habitants. Ce sont les grands équipements structurants, les bases logistiques, les plates-formes portuaires et aéroportuaires, les systèmes de mobilité, les réseaux de communication matériels ou immatériels, l'énergie, l'eau.

Dans le biosystème des infrastructures, les équipements de transport charpentent le squelette, les réseaux d'énergie ou d'eau constituent le système artérioveineux, les réseaux de très haut débit organisent le système nerveux.

Croissance et compétitivité

Ces réseaux et services contribuent fortement et directement à la croissance, à la compétitivité et à l'attractivité des territoires dans des proportions décisives.

La mobilité est un facteur déterminant de la croissance et de la prospérité. Elle est devenue une dimension essentielle de la vie quotidienne et façonne l'organisation des territoires. Il s'agit des mobilités qui accompagnent chacun tout au long de la vie: études, travail, loisirs et culture, résidences. L'objectif est d'assurer l'accessibilité aux emplois et aux services qui reste très inégale sur le territoire.

Pourtant l'infrastructure fait l'objet de graves incertitudes

- Son actualité même, dans les réflexions, les débats, les médias, le dialogue social,
- La pertinence de son rôle dans la prospérité,
- Son impact environnemental et, plus largement, sa durabilité,
- Son acceptabilité sociale et les écueils dans la gouvernance des projets,
- Les difficultés à mettre à profit les financements alternatifs aux crédits

publics et à l'impôt,

- Les défis à relever en termes de coût et de qualité,
- La rentabilité des recherches et des investissements,
- L'ampleur des effets leviers générés par les infrastructures. ■



Le Think Tank

- La confluence de bonnes volontés, de passionnés, d'experts, de responsables privés et publics, animés par une éthique forte, sans dépendances politiques ou institutionnelles, ouverts au dialogue et à la réflexion partagée sur un renouveau de l'action publique.
- Une présence auprès des parties prenantes associées à nos travaux (*auditions, prises en compte des propositions, concertations*).
- Une vitrine avec nos Propositions et un Site Internet présentant de nombreuses Communications.

- Un réseau associant plus de 250 acteurs, un Comité d'Orientations Stratégiques présidé par Daniel TARDY, Président de l'Institut des Hautes Études de Développement et d'Aménagement des Territoires en Europe (*IHEDATE*).
- Une équipe de Fondateurs, parmi lesquels: Thierry LIDOLFF, pour la coordination; Jean-Xtophe ORDONNEAU, pour l'animation; Jean POULIT, pour les projets; Éric SCHELL, pour les relations institutionnelles.

Deux propositions

1) Un programme de 50 milliards sans argent public, créant 1% de croissance

Élaboré par le Think tank Infrastructure France ce plan illustre la possibilité de développer les mobilités sur l'ensemble des territoires sans argent public et créant 1% de croissance. Construites dans l'objectif de développer les services aux personnes, ces propositions s'inscrivent dans un nouvel écosystème alliant les acteurs publics et privés, privilégiant les innovations, la croissance, l'emploi et les territoires en déficit de mobilité.

Il pourra comporter des projets relatifs à l'ensemble des réseaux dans l'objectif d'assurer une équité des territoires (*transports collectifs et individuels, eau, énergie, très haut débit...*). Ce programme, soumis à des évaluations approfondies, crée par ailleurs un effet de levier très important en générant ou libérant des crédits publics qui pourront être consacrés aux territoires moins denses.

2) Le réamorçage des mobilités et de l'équité territoriale en 4 priorités

- La création des conditions de prospérité, de croissance et d'emplois qualifiés - premier objectif - est subordonnée à la fixation d'un cap pour l'action et au développement du débat et des idées. Sont ainsi indispensables : la redéfinition d'une politique nationale durable de la mobilité et des réseaux et le rétablissement d'un pilotage vigoureux et fiable des pouvoirs publics nationaux et territoriaux.
- La restauration des mécanismes de développement des mobilités et des services est le second objectif. Il s'agit d'abord d'établir une gestion patrimoniale lisible et transparente afin d'orienter avec détermination les finances publiques vers l'investissement. Il s'agit aussi de réformer les administrations, de réaliser les économies indispensables, et de développer et diversifier les ressources financières.
- La redéfinition du rôle de chacun des acteurs publics et privés constitue le troisième objectif. Elle permet une transformation en profondeur de l'action publique. L'ouverture de la société à la responsabilité et au risque,



Nos propositions pour débattre et agir

- Réaliser des projets de mobilité à hauteur de 50 milliards, créant 1% de croissance sans argent public.
- Connecter, en réduisant les disparités, les différents lieux de vie.
- Réduire la fracture territoriale pour renforcer les liens sociaux, économiques.
- Réamorcer les mobilités et l'équité territoriale.

plutôt qu'à leurs opposés : précaution et résignation, va de pair avec la reconnaissance et le renforcement de la légitimité des acteurs privés et des forces vives dans l'action publique. L'allègement et la clarification des normes et contraintes constituent une autre condition majeure.

- La redynamisation des écosystèmes des réseaux, des mobilités et des nouveaux services - 4^{ème} objectif - sera permise par la restauration d'un

pilotage opérationnel et stratégique pour chacun des secteurs de l'Infrastructure France, la mise en œuvre des réformes attendues, le développement de l'innovation : un Grand Plan de Développement des Mobilités et des Réseaux - intégrant le programme de 50 milliards - et un Plan d'Urgence permettront de développer une mobilité au service du bien-être et de la croissance. ■

Démystifier les idées reçues et les "croyances" qui cachent les solutions

- "Pas d'argent" : L'absence de crédits publics devient un argumentaire récurrent qui masque les financements privés et les modalités innovantes de montage des opérations.
- "Pas acceptable" : Les effets sur l'environnement qui nient les innovations offrant un développement durable des besoins individuels et sociétaux (*désenclavement de zones et quartiers en particulier*).
- "Pas de besoin" : Des besoins satisfaits qui masquent des raisonnements malthusiens ou parisiens qui nient les besoins des territoires et régions.
- "Pas utile" : Les équilibres budgétaires et la compétitivité ne permettraient pas les investissements, alors que ceux-ci favorisent l'activité, la créativité et la réduction de l'empreinte carbone.

Anticiper l'avenir

Repenser le rôle de l'infrastructure dans la société européenne du XXI^{ème} siècle

- Intégrer les infrastructures dans le cadre d'une vision globale.
- Réhabiliter la notion de Schémas d'aménagement des territoires en fonction de leur potentiel et des attentes.
- Modifier en profondeur le mode de pilotage des projets pour éviter la gabegie financière et humaine.
- Démontrer l'utilité sociale des réseaux et équipements structurants.
- Reconnaître l'inutilité de projets devenus obsolètes du fait de l'évolution technique ou des modes de vie.

Les solutions pour redynamiser les réseaux et la mobilité existent

- Priorité aux travaux de modernisation et d'optimisation des réseaux existants.
- Combattre les réseaux encombrés,

les transports non sécurisés, les réseaux gravement déficients.

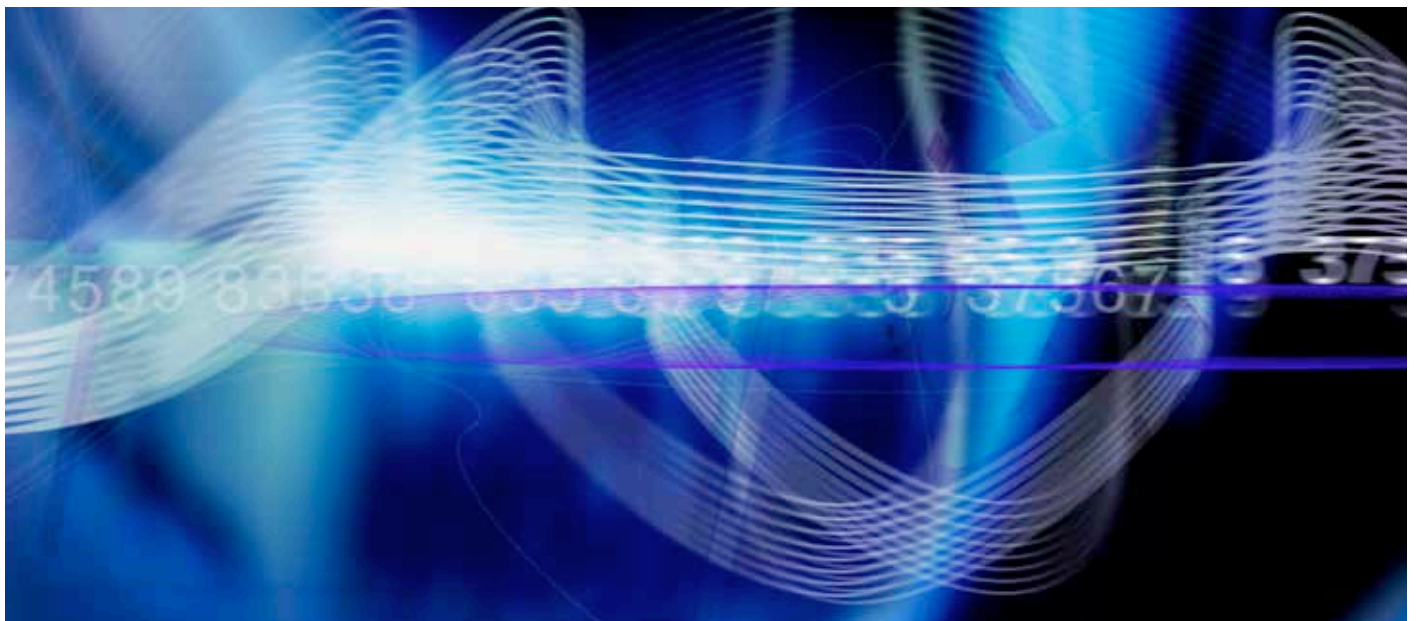
- Redynamiser les projets par un pilotage rénové, une gouvernance refondée, une évaluation renouvelée.
- Moderniser la gestion patrimoniale publique.
- Favoriser les initiatives privées.

- Redéfinir, au nom de l'équité républicaine, des programmations basées sur des visions de territoires et de services, au niveau des Régions et de l'État principalement.

- Renforcer et stabiliser les évaluations et les concertations. ■

Le nouveau paradigme : croissance, emploi, bien être

- La mobilité (*alternante et résidentielle*) facilite l'emploi, la créativité, la culture, la vie sociale et sportive... et la liberté.
- L'amélioration des conditions de déplacement, (*sécurité, fiabilité*) correspond à une attente véritable.
- Le désenclavement des quartiers à l'écart et des territoires isolés est un impératif.
- Les nouveaux modes de financement et d'organisation des projets permettent et favorisent des rentabilités nouvelles favorisant la croissance et de moindres sollicitations du contribuable.
- Les innovations sont au cœur des nouvelles organisations : nouveaux modes de travail, villes intelligentes, révolution digitale, révolution énergétique.



Les conditions de réussite

Priorité à l'optimisation et à la modernisation

Compte tenu du déficit d'investissement et d'entretien dont souffrent nos principales infrastructures ferroviaires et routières depuis quelques années, la priorité devra être donnée

à leur modernisation et à leur optimisation.

Par ailleurs, une attention toute particulière devra être portée aux réseaux d'eau, d'énergie ou de très haut débit. La révolution digitale autorise des progrès substantiels en qualité de service et en réduction des coûts

dans des domaines essentiels comme la santé.

Il s'agit de favoriser la construction de tout ce qui va **changer le rapport temps/espace/distance et les liens entre les territoires et les populations.** ■■■

Vers une équité territoriale

La priorité est à la **suppression des confinements géographiques et humains** par un égal accès à la formation professionnelle, aux pôles de compétitivité et d'innovation, aux services, au logement, à l'emploi, à la culture.

Avec la rénovation des systèmes de mobilité et les innovations technologiques cela devient possible. Les besoins de déplacement peuvent à la fois être radicalement modifiés et pleinement satisfaits.

Une nouvelle gouvernance

La condition majeure, c'est une **nouvelle gouvernance de l'action publique associant pleinement la sphère privée, et restaurant une capacité de prospective et de décision** à moyen et long terme. La réduction accélérée des dépenses publiques de fonctionnement, au profit des investissements va de pair avec la recherche de montages financiers nouveaux.

La relance des investissements de réseaux et de mobilité ne peut toutefois se faire que **dans le cadre de réformes profondes dont les effets sont cumulatifs : gestion publique, normes, marché du travail.** ■



Comment contribuer ?

Comment soutenir et démultiplier nos actions ?

Pourquoi changer les mentalités ?

Il nous faut "désintoxiquer" les regards nocifs sur les infrastructures. L'objectif est d'influer là où les mentalités se forment et là où elles sont bloquantes :

- Dans l'éducation, la formation, la recherche.
- Dans les administrations et les entreprises.
- Chez les élus et les fonctionnaires.
- Auprès de chacune des parties prenantes.

Apporter vos idées, réflexions, propositions et contribuer à la rédaction du Livre Blanc

Diffuser les travaux du Think tank

Contribuer à des Thèses de Doctorat et à un prix des mémoires de Master

Participer à des manifestations, débats, publications

Faciliter le dialogue entre les parties prenantes

Financer les manifestations, prix, études, publications

Porter des études de faisabilité et d'évaluation de projets

Apporter du temps, de l'expertise

Mail : infrastructurefrance@gmail.com
Siège : Infrastructure France, IHEDATE, Maison des Ponts,
15 rue de la Fontaine-au-Roi 75127 Paris Cedex 11
Adresse postale : Infrastructure France,
25 rue Victor Hugo, Issy-les-Moulineaux 92130
Téléphone : 06 68 79 05 02

Pour retrouver toutes les infos :

Site internet : <http://www.infrastructurefrance.fr/>

infrastructure France
Le think tank de la mobilité et de la prospérité

